

**Unité départementale de la Marne**  
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00  
Parc technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**IPC PETROLEUM FRANCE**

MACLAUNAY  
51210 MONTMIRAIL

**Références : D1 i 2022-793**  
**Code AIOT : 0005701409**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement IPC PETROLEUM FRANCE implanté MACLAUNAY 51210 MONTMIRAIL. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IPC PETROLEUM FRANCE
- MACLAUNAY 51210 MONTMIRAIL
- Code AIOT : 0005701409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

La société IPC exploite un champ pétrolifère mettant en œuvre des sites d'extraction, un centre de production de pétrole brut sur le site de Montmirail. Le site est classé seveso seuil haut pour ses stockages de pétrole brut.

L'extraction du pétrole est effectuée sur différentes plates-formes éloignées les unes des autres. Le transfert de pétrole brut vers la raffinerie du Havre s'effectue par camions.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des risques	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-98	/	Sans objet
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.1	/	Sans objet
3	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.2	/	Sans objet
4	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.9.1	/	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.11.1	/	Sans objet
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 8.2	/	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.11.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée, cependant un certain nombre d'observations ont été formulées. Il appartient à l'exploitant de transmettre les éléments demandés au plus tard dans un délai de 1 mois à réception du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-98
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Révision quinquennale EDD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Elle fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire.            Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :            — avant la mise en service d'une nouvelle installation, en application de l'article L. 512-1 ;            — avant la mise en œuvre de changements notables ;            — dans le délai de deux ans à compter du jour où l'installation entre dans le champ d'application de la présente sous-section ;            — à la suite d'un accident majeur.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a remis en 2021 une mise à jour de son étude de dangers ainsi qu'une notice de réexamen suites aux dernières modifications ayant eu lieu sur l'établissement depuis la dernière mise à jour de 2018. L'instruction de cette dernière mise à jour fera l'objet d'un rapport spécifique en parallèle du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une description détaillée des mesures de maîtrises des risques figure dans l'étude de dangers.</p>
<p><b>Constats :</b> Une description détaillée des mesures de maîtrise des risques figure dans l'étude de danger en annexe 15 « Fiches MMR », cependant celles-ci ne correspondent pas avec celles décrites dans le corps de l'étude de danger et utilisées pour la décote des probabilités de certains phénomènes dangereux identifiés. L'exploitant indique qu'à l'issue de la dernière révision l'annexe 15 n'a pas été mise à jour. Selon l'étude de dangers mise à jour et les échanges le jour de la visite d'inspection, seules les MMR suivantes sont à prendre en compte : moyens incendie fixes, arrêt d'urgence ESD1 et détecteurs hydrocarbures.</p> <p>L'annexe 13 « Tableaux de détermination des probabilités » nécessite également une mise à jour puisque les moyens mobiles incendie sont aussi retenus dans le calcul de décote de la probabilité de certains phénomènes dangereux.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection a relevé des incohérences entre le corps de l'étude de dangers et ses annexes. La liste des MMR retenues par l'exploitant doit être claire et cohérente avec les décotes de probabilité des phénomènes dangereux de la matrice de criticité de l'établissement réalisées. Seules ces MMR retenues doivent faire l'objet d'une description détaillée.            L'exploitant s'engage à réaliser la mise en cohérence de ses annexes avec le corps de l'EDD et à transmettre les éléments à l'inspection dès réalisation.</p> <p>De plus, dans les fiches MMR détaillées, l'inspection attend que l'exploitant détaille l'intégralité de la chaîne MMR attendue pour chacune d'entre elle : détection - transmission - action. Pour chaque étape un descriptif est attendu avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le détail technique de l'équipement (données constructeur) et/ou de la mesure organisationnelle (opérateur, paramètres process,...),</li> <li>• la maintenance associée en vue d'assurer leur fiabilité et fréquence de contrôle, test...,</li> <li>• les tests de bon fonctionnement garantissant la fonction de sécurité,</li> <li>• la procédure spécifique de gestion de mise hors service,</li> <li>• l'indépendance des événements initiateurs conduisant à leur sollicitation,</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• la cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser.</li> </ul> <p>Concernant ce dernier point, la cinétique de mise en œuvre doit pouvoir être contrôlée indépendamment pour chaque sous-fonction mais également sur la chaîne complète (éventuellement par parties, sous réserve du recouvrement des parties testées pour vérifier l'ensemble de la boucle détection - transmission - action) et réalisée dans des conditions les plus proches possibles des conditions de fonctionnement.</p> <p>Ces fiches doivent en outre être « vivantes », c'est-à-dire que l'exploitant doit pouvoir au quotidien s'en servir comme de réelles fiches de vie liées aux MMR retenues. Elles doivent faire l'objet d'une utilisation opérationnelle et non d'un simple document de formalisme au sein de l'EDD.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.</p> <p>Ces dispositions portent notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;</li> <li>- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;</li> <li>- la maintenance et la sous-traitance ;</li> <li>- l'approvisionnement en matériel et matière ;</li> <li>- la formation et la définition des tâches du personnel. [...]</li> </ul> <p>Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation. [...]</p> <p><b>Constats :</b> Tous les équipements liés à la sécurité sont suivis via la GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur). De nombreux filtres peuvent être réalisés pour identifier des équipements en particulier dont la liste des équipements rattachés aux MMR de l'établissement.</p> <p>Toute défaillance d'un équipement de sécurité fait l'objet d'une « fiche de situation temporaire ». Cette fiche est rédigée suite à la réalisation d'une analyse de risques et de la définition de mesures compensatoires à mettre en place le cas échéant. Elles sont affichées en salle de contrôle et font l'objet d'une revue hebdomadaire avec le personnel.</p> <p>Concernant plus particulièrement les MMR, l'exploitant a établi la procédure « MO-9-81-CP VPU-HSE Sélection et gestion des MMR » décrivant la manière dont sont sélectionnées les MMR et la gestion des fonctionnements temporaires. L'inspection constate qu'aucun lien n'est fait avec la procédure spécifique d'analyse de risque réalisée lors de la mise en place d'un fonctionnement temporaire, ni avec les fiches spécifiques MMR rédigées par l'exploitant. Cela illustre que ces dernières ne sont pas utilisées de manière opérationnelle.</p> <p><b>Observations :</b> La procédure de sélection et gestion des MMR présentée par l'exploitant pourrait être améliorée. En effet, les MMR doivent être traitées et encadrées avec un niveau d'exigence particulièrement élevé au regard de la fonction pour laquelle elles sont attitrées. Ainsi, une attention particulière doit leur être accordée et la procédure définie par l'exploitant pour leur gestion doit être exhaustive quant à leur définition, maintenance, testabilité, gestion des mises hors service en faisant le lien avec les éléments opérationnels qui sont mis en place pour garantir leur efficacité en tout temps et le bon accomplissement de la fonction de sécurité pour laquelle elles ont été sélectionnées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection atmosphère explosive ou inflammable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des détecteurs d'atmosphère inflammables ou explosives et d'incendie sont répartis dans l'usine. Les indications de ces détecteurs sont reportées en salle de contrôle ou en salle de garde et actionneront dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuelle. Des contrôles périodiques doivent s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> Les derniers rapports de contrôle effectués par un organisme extérieur ont été transmis à l'inspection en amont de la visite. Ils concernent : <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 détecteurs gaz, testés par une société extérieure en date du 21/10/22, fréquence semestrielle. Ce rapport n'émet aucune observation, le matériel est conforme. Cependant celui-ci possède 2 pages de test avec sur la première page, 3 capteurs et sur la seconde, 3 capteurs également alors que l'exploitant n'en mentionne que 3 uniquement. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer ces éléments le jour de la visite.</li><li>• 9 détecteurs flamme, testés par une société extérieure en date du 12/10/22, fréquence semestrielle. Ce rapport n'émet aucune observation, le matériel est conforme.</li></ul> L'inspection a souhaité tester le jour de la visite ces détecteurs, cependant au vu de la date de la dernière intervention il n'a pas été possible pour l'exploitant de solliciter de nouveau les prestataires lors de la visite.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra préciser à l'inspection les éléments contenus dans le rapport de vérification des détecteurs gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système de détection incendie géré par une centrale incendie est installé dans le poste principal incendie. A l'exception des arrosages par queue de paon, tous les autres départs d'arrosage sont sélectionnables en eau ou en mousse, localement ou depuis le poste principal incendie ou le pupitre de la salle de contrôle.
<b>Constats :</b> Les centrales incendie et systèmes d'extinction automatique sont testés en même temps par une société extérieure dont le dernier rapport semestriel en date, est lié à l'intervention du 12/10/22. Aucune observation n'a été émise par le prestataire. Les installations sont conformes.  L'inspection a souhaité le jour de la visite testé les systèmes d'extinction fixes installés sur et à proximité des bacs de stockage d'hydrocarbures T01 A et B. Les couronnes d'arrosage, ainsi que les queues de paon ont été testées et se sont avérées fonctionnelles. Un signal sonore retenti à l'extérieur et est audible depuis la zone des bacs. Le report d'alarme en supervision a été contrôlé. Les départs d'arrosage fixes sont sélectionnables depuis le pupitre de la salle de contrôle. Ces points n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.  L'inspection a interrogé l'opérateur présent en salle de contrôle sur la gestion des alarmes puisque celui-ci gère à la fois le site de maclaunay mais également d'autres sites à distance pendant les périodes où il n'y a pas de personnel présent physiquement. L'inspection a constaté que

<p>l'opérateur dispose d'une vue spécifique avec un visuel regroupant les alarmes de tous les établissements. Chaque site dispose d'une page d'alarme dédiée qui est réinitialisée chaque jour mais les données sont historisées. Sur les pages d'alarmes journalières figurent l'ensemble des informations ayant eu lieu le jour même. Sur ces pages ne figurent pas uniquement les alarmes mais un grand nombre d'informations autres que des alarmes avec un code couleur qui pose question : des défauts sur des paramètres process apparaissent en rouge alors que ce ne sont pas des alarmes, les lignes des défauts après acquittement restent à l'écran ou encore la colonne priorité affiche des chiffres (souvent 1) qui n'ont pas su être expliqués le jour de la visite. L'inspection s'interroge donc plus globalement sur le fonctionnement du système de report d'alarme puisque toutes les informations apparaissent sur la page d'alarme ne sont pas forcément des alarmes, le code couleur utilisé ne correspond pas à des priorités et que la colonne priorité pose question.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des informations complémentaires sur le fonctionnement du système de report d'alarme afin d'expliquer et argumenter l'organisation et l'affichage actuel mais aussi et surtout afin de garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'aucune alarme réelle ne peut être oubliée de par la quantité d'informations présentes sur la page alarme ;</li> <li>• que les alarmes réelles sont facilement identifiables par un opérateur formé même s'il est nouveau sur le poste car seule l'expérience n'est pas une garantie suffisante pour la maîtrise du risque industriel.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 6 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 8.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection hydrocarbures</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosibles (pomperies, caniveaux, point bas de cuvette, etc.) sont équipées de détecteurs d'hydrocarbures avec report d'alarme au bureau de réception ou de garde ou en salle de contrôle. Toutes les vannes sont identifiées. Un dispositif d'arrêt automatique ainsi qu'un bouton d'urgence des pomperies (risque de débordements, etc.) sont prévus.</p>
<p><b>Constats :</b> Deux détecteurs hydrocarbures sont présents dans l'enceinte de l'établissement : un dans la cuvette de rétention des bacs T01 A et B mais également au niveau du bac tampon de récupération des eaux pluviales du site avant rejet au milieu naturel. Ces 2 détecteurs ont été testés le jour de la visite et sont testés régulièrement en interne. Ils sont asservis à un signal lumineux et sonore et déclenchent un appel de l'astreinte. Les essais ont été concluants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 7 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.11.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection foudre</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et</p>

structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des installations de protection contre la foudre en date du 29/11/2021. Les installations sont conformes en tout point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet